Industrie Canada Industry Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE *entreprise*

Vol. 9, n° 3, novembre 2007

www.strategis.gc.ca/trimestrielPME

GRANDES *tendances*

- **Le nombre d'insolvabilités d'entreprises, qui inclut les faillites[1] et les propositions[2], se chiffrait à 1 908 à la fin du deuxième trimestre de 2007, soit une baisse de 9,1 % par rapport au premier trimestre de la même année et la quatorzième baisse trimestrielle consécutive.**
- **Le nombre d'emplois rémunérés a augmenté de 285 728 au premier trimestre de 2007 par rapport au trimestre correspondant de 2006. Les grandes entreprises représentent 52,9 % de la croissance annuelle de l'emploi, par rapport à 19,4 % pour les moyennes entreprises et à 27,7 % pour les petites entreprises[3].**
- **Le secteur de l'exploitation minière, gazière et pétrolière a enregistré une hausse de 9,9 % de l'emploi rémunéré, soit la hausse la plus forte de tous les secteurs.**
- **La proportion de travailleurs indépendants ayant fait des études postsecondaires et universitaires a atteint 59,3 % en 2006, par rapport à 53,2 % en 2000.**

[1] La faillite désigne la liquidation des actifs commerciaux du débiteur et la cessation des activités de l'entité commerciale.

[2] Les propositions prévoient le règlement des dettes entre le débiteur et ses créanciers tout en permettant à l'entreprise de demeurer en activité.

[3] Les petites entreprises sont celles qui comptent moins de 100 employés; les entreprises de taille moyenne en comptent entre 100 et 499 et les grandes, 500 ou plus.

PERSPECTIVES DES PME : *Entrepreneurs canadiens en région rurale*

Les entrepreneurs en région rurale jouent un rôle de premier plan dans le développement et le soutien des collectivités locales. Une analyse récente utilise l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* réalisée en 2004 par Statistique Canada pour illustrer la répartition des entrepreneurs en région rurale au Canada et faire ressortir les différences entre les problèmes auxquels sont aux prises les entrepreneurs en région urbaine et ceux en région rurale.

En 2004, les petites et moyennes entreprises (PME) établies en région rurale représentaient 28 % des PME canadiennes, dont le nombre est estimé à 1,4 million. Cette proportion est légèrement plus élevée que la proportion de la population canadienne vivant en région rurale (20 %). Ceci donne à penser que les Canadiens vivant en région rurale sont plus nombreux à travailler à leur compte que ceux vivant en région urbaine, comme le confirme le fait que 6 % des Canadiens vivant en région rurale sont propriétaires d'une PME par rapport à 4 % de ceux vivant en ville. Les provinces des Prairies comptaient la proportion la plus élevée de PME établies en région rurale (36 %), suivies du Québec (24 %), de l'Ontario (21 %), des provinces de l'Atlantique (11 %) et de la Colombie-Britannique (8 %).

Les caractéristiques des PME établies en région rurale au Canada reflètent la composition industrielle des régions rurales. En 2004, près du tiers des PME établies en région rurale évoluaient dans le secteur agricole et dans le secteur primaire, comme l'exploitation minière, les pêches et l'exploitation forestière. Par conséquent, les provinces des Prairies et de l'Atlantique, où se trouvent en grande partie ces industries, enregistrent le ratio le plus élevé de PME rurales (51 % et 46 % respectivement). En général, les PME se trouvant en région

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

Insolvabilité des entreprises 3
Création d'emplois 4
Travail indépendant 6
Financement 7
Événements récents 8

Canada

(suite de la page 1)

rurale sont en activité depuis plus longtemps que celles établies en ville : 77 % d'entre elles ont commencé à vendre des produits et services avant 1999, par rapport à 67 % pour les PME urbaines. Par ailleurs, les PME rurales comptent moins d'employés (86 % des entreprises rurales sont des micro-entreprises, employant moins de cinq personnes, comparativement à 83 % des entreprises urbaines) et sont plus souvent des entreprises appartenant à un travailleur indépendant.

Les entrepreneurs ruraux, en particulier ceux des régions éloignées, sont susceptibles de se heurter à des obstacles comme la distance accrue jusqu'aux marchés et aux services aux entreprises et des coûts de transport plus élevés. Selon une comparaison des obstacles à la croissance commerciale relevés tant par les PME en région rurale que celles en région urbaine, les PME rurales sont plus préoccupées que celles des régions urbaines par les obstacles suivants : tarifs d'assurance, réglementation gouvernementale, faible rentabilité, niveaux d'imposition et difficulté à trouver de la main-d'œuvre qualifiée.

Les PME rurales affichent un rendement financier plus faible que celui des entreprises des centres urbains. En moyenne, les PME appartenant à des entrepreneurs établis en région rurale :

- ont des taux de rentabilité plus faibles que les entrepreneurs urbains (26 % par rapport à 29 %);
- sont moins en mesure de respecter leurs obligations financières à court terme que les entrepreneurs urbains (le ratio moyen de l'actif et du passif des PME rurales est de 1,4 par rapport à 1,7 pour les PME urbaines);
- ont des ratios de solvabilité à long terme comparables (les ratios moyens d'endettement et de capitaux propres des PME rurales sont de 0,52 et 1,1 respectivement, comparativement à 0,53 et 1,14 respectivement pour les PME urbaines).

Par rapport aux PME urbaines, les PME rurales ont davantage tendance à se tourner vers des sources de financement traditionnelles, comme le crédit commercial, le crédit-bail et le financement du gouvernement, et leurs demandes sont approuvées dans une plus grande proportion. Qui plus est – et il s'agit d'une caractéristique importante des PME rurales –, elles ont davantage tendance à solliciter des prêts auprès de coopératives d'épargne et de crédit et de caisses populaires. Plus du tiers des PME rurales effectuent leurs opérations bancaires courantes auprès de ces établissements, par rapport à seulement 15 % des PME urbaines.

Les PME rurales ont davantage tendance à faire affaire avec une seule institution financière pendant de longues périodes que les PME urbaines. Ainsi, 43 % des PME rurales font affaire avec la même institution financière pendant plus de 10 ans, par rapport à 33 % des PME urbaines, ce qui s'explique peut-être par le fait que l'on compte moins d'institutions financières en région rurale qu'en milieu urbain.

Le tableau 1 compare les principales caractéristiques des entrepreneurs établis en région rurale et de ceux établis en région urbaine. Le profil complet sera bientôt affiché dans le site Web du Programme de recherche sur le financement des PME à l'adresse **www.pme-prf.gc.ca**.

Tableau 1 : Profil des entrepreneurs — Comparaison entre les entrepreneurs établis en région rurale et ceux établis en région urbaine, 2004

Entrepreneurs établis en région rurale	Caractéristiques	Entrepreneurs établis en région urbaine
Femmes (12 %), hommes (46 %), partenariats mixtes (27 %)	**Sexe**	Femmes (16 %), hommes (55 %), partenariats mixtes (18 %)
Moins de 40 ans (14 %)	**Âge**	Moins de 40 ans (20 %)
Anglophones (70 %), francophones (24 %), autres langues (6 %)	**Langue maternelle**	Anglophones (66 %), francophones (17 %), autres langues (17 %)
Minorités visibles (1 %), Autochtones (2 %), personnes handicapées (6 %)	**Appartenance à une minorité**	Minorités visibles (10 %), Autochtones (1 %), personnes handicapées (3 %)
Plus de 10 ans (81 %)	**Expérience en gestion**	Plus de 10 ans (65 %)
6 % exportent	**Activité d'exportation**	9 % exportent
64 % sont partis de zéro et 22 % ont repris l'affaire d'un membre de la famille	**Moyen employé pour devenir propriétaire**	80 % sont partis de zéro et 5 % ont repris l'affaire d'un membre de la famille

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004.

INSOLVABILITÉ *des entreprises*

Le nombre total d'insolvabilités d'entreprises, qui inclut les faillites[1] et les propositions[2], se chiffrait à 1 908 à la fin du deuxième trimestre de 2007, soit une baisse de 9,1 % par rapport au premier trimestre de 2007. Le recul est attribuable à la diminution du nombre de faillites (10,6 %) ainsi que du nombre de propositions (1,7 %) au cours de cette période. Par rapport au trimestre correspondant de 2006, les faillites et les propositions ont enregistré une baisse sur 12 mois de 13,4 % et de 4,7 % respectivement, ce qui a entraîné une diminution de 12 % du nombre d'insolvabilités d'entreprises.

Dans l'ensemble, le total du passif lié aux insolvabilités pour tous les secteurs a affiché une baisse sur 12 mois de 43 % et une baisse de 73 % entre le premier et le deuxième trimestre de 2007. Comme le montre la figure 1, après avoir connu une hausse spectaculaire au premier trimestre, la valeur moyenne du passif a chuté, passant de 1 894 758 $ à 556 510 $, ce qui se rapproche davantage de la moyenne des trimestres précédents. L'augmentation inhabituelle du passif observée au premier trimestre de 2007 était associée à des faillites importantes dans les industries culturelles et de l'information. Selon une comparaison sur 12 mois à partir du deuxième trimestre de 2006, durant lequel le passif moyen se chiffrait à 863 576 $, on observe une baisse de 35,6 % du passif moyen des insolvabilités.

Au deuxième trimestre de 2007, quatre secteurs industriels étaient à l'origine de plus de la moitié du volume d'insolvabilités : construction (326), commerce de détail (247), fabrication (202) et transport et entreposage (197). Par rapport à la même période en 2006, la baisse du volume d'insolvabilités du secteur des services professionnels, scientifiques et techniques (46) était la plus élevée de tous les secteurs.

La valeur monétaire des insolvabilités a connu la hausse sur 12 mois la plus élevée dans le secteur de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de la pêche et de la chasse par rapport au deuxième trimestre de 2006. Même si le volume total d'insolvabilités du secteur a diminué de 30 % pendant cette période, le passif s'est accru de 129 %. Au cours de la même période, le secteur des finances et des assurances a enregistré la baisse monétaire sur 12 mois la plus élevée au chapitre des insolvabilités, avec 98 %.

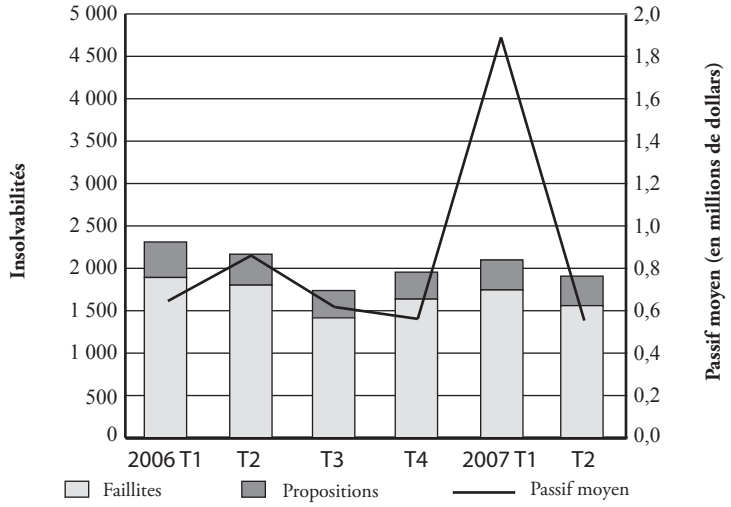
Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'insolvabilité des entreprises, visitez le site Web du Bureau du surintendant des faillites Canada à l'adresse **www.osb-bsf.gc.ca**.

---

[1] La faillite désigne la liquidation des actifs commerciaux du débiteur et la cessation des activités de l'entité commerciale.

[2] Les propositions prévoient le règlement des dettes entre le débiteur et ses créanciers, tout en permettant à l'entreprise de demeurer en activité.

Figure 1 : Répartition des insolvabilités en faillites et propositions, et passif moyen connexe*



* Les faillites et les propositions commerciales représentent l'ensemble des insolvabilités d'entreprises.
Source : Bureau du surintendant des faillites Canada (**www.osb-bsf.gc.ca**)

CRÉATION *d'emplois*

Selon les données de la dernière *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* de Statistique Canada, le nombre de salariés a continué d'augmenter au premier trimestre de 2007, avec 285 728 nouveaux employés, par rapport au trimestre correspondant de 2006 (tableau 2). Toutefois, cette hausse correspond à une croissance annuelle de 2,1 %, le taux le moins élevé des quatre derniers trimestres. Les grandes entreprises étaient à l'origine d'environ la moitié de la croissance de l'emploi (52,9 %) au cours de la dernière année au Canada. La croissance de l'emploi au cours de la même période était de 19,4 % pour les moyennes entreprises et de 27,7 % pour les petites entreprises[1]. Par rapport au trimestre précédent, la contribution des petites entreprises a chuté de 10,1 %.

Au premier trimestre de 2007, la croissance de l'emploi sur 12 mois a été la plus forte dans le secteur de l'exploitation minière, gazière et pétrolière, avec 9,9 %. La construction (4,9 %), l'hébergement et les services de restauration (3,9 %), le commerce de détail (3,8 %) et les services professionnels, scientifiques et techniques (3,8 %) étaient les autres secteurs où la croissance de l'emploi a été la plus forte. Pour ce qui est du nombre d'emplois, le secteur de la construction a connu l'augmentation la plus forte (22 297 emplois), suivi par le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (15 483 emplois).

Entre le premier trimestre de 2006 et le trimestre correspondant de 2007, on a observé une baisse de l'emploi dans l'exploitation forestière (-9,6 %), la fabrication (-2,4 %) et la gestion de sociétés et d'entreprises (-0,7 %). Le secteur de la fabrication est celui qui a connu la perte d'emplois la plus importante, avec 44 182 emplois perdus, dont 16 405 dans les petites entreprises et 30 061 dans les grandes entreprises.

[1] Les petites entreprises sont celles qui comptent moins de 100 employés; les moyennes entreprises en comptent entre 100 et 499, et les grandes, 500 ou plus.

(suite à la page 5)

(suite de la page 4)

Tableau 2 : Variation nette sur 12 mois[1] de l'emploi rémunéré[2] selon l'industrie, premier trimestre de 2007

	Variation		% de la contribution à la variation totale, selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
Trimestre	**%**	**Emplois**	**0–4**	**5–19**	**20–49**	**50–99**	***0–99***	**100–299**	**300–499**	***100–499***	**500+**
T1 2006	2,7	351 389	5,2	10,7	11,7	9,6	*37,1*	14,4	0,7	*15,1*	47,8
T2 2006	2,8	379 019	6,2	11,2	11,4	9,9	*38,7*	10,3	2,8	*13,0*	48,2
T3 2006	2,5	332 268	4,9	8,1	10,0	9,7	*32,7*	8,6	4,0	*12,5*	54,8
T4 2006	2,3	320 298	11,6	1,0	13,0	12,2	*37,8*	7,2	5,3	*12,6*	49,6
T1 2007	2,1	285 728	-1,7	9,9	11,9	7,5	*27,7*	11,8	7,6	*19,4*	52,9
Industrie			**Variation (nombre d'emplois), premier trimestre de 2007**								
Exploitation forestière	-9,6	-5 264	-497	-1 097	-1 499	-260	*-3 353*	-821	-1 580	*-2 401*	491
Exploitation minière, gazière et pétrolière	9,9	17 029	823	1 318	1 542	908	*4 591*	1 447	2 509	*3 956*	8 484
Services publics	0,3	372	105	305	27	-54	*383*	-232	1 080	*848*	-860
Construction	4,9	31 614	6 791	5 106	6 250	4 150	*22 297*	3 030	1 848	*4 878*	4 439
Fabrication	-2,4	-44 182	-3 333	-241	-5 745	-7 086	*-16 405*	-5 277	7 562	*2 285*	-30 061
Commerce de gros	2,5	17 817	-338	1 772	1 795	1 092	*4 321*	-487	6 830	*6 343*	7 153
Commerce de détail	3,8	62 787	-3 380	753	3 744	2 013	*3 130*	15 325	636	*15 961*	43 696
Transport et entreposage	2,7	16 549	-309	356	-555	458	*-50*	174	-353	*-179*	16 778
Industrie de l'information et industries culturelles	1,2	4 257	-200	372	-322	1 921	*1 771*	712	1 852	*2 564*	-80
Finances et assurances	3,7	21 982	-66	399	-44	152	*441*	-1 749	639	*-1 110*	22 649
Services immobiliers et services de location et de location à bail	0,9	2 267	-248	1 756	1 188	1 266	*3 962*	1 561	760	*2 321*	-4 017
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,8	26 207	-688	6 402	3 536	3 038	*12 288*	4 780	1 056	*5 836*	8 082
Gestion de sociétés et d'entreprises	-0,7	-637	687	655	966	536	*2 844*	689	-329	*360*	-3 840
Services administratifs et services de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	2,5	16 478	864	3 005	2 283	754	*6 906*	2 348	4 653	*7 001*	2 571
Services d'enseignement	1,9	21 650	389	925	1 248	-41	*2 521*	809	-2 609	*-1 800*	20 929
Soins de santé et assistance sociale	2,3	32 706	1 041	5 375	5 643	3 424	*15 483*	-2 893	-2 442	*-5 335*	22 559
Arts, spectacles et loisirs	1,9	4 041	3	108	-13	616	*714*	680	-1 429	*-749*	4 076
Hébergement et services de restauration	3,9	36 572	-6 373	-531	12 198	8 889	*14 183*	7 855	1 861	*9 716*	12 674
Autres services (sauf les administrations publiques)	2,1	10 595	-15	1 379	1 483	-120	*2 727*	1 287	277	*1 564*	6 303
Administrations publiques	1,6	12 888	-139	273	387	-152	*369*	4 399	-1 110	*3 289*	9 232
Total – Canada	**2,1**	**285 728**	**-4 883**	**28 389**	**34 112**	**21 506**	***79 124***	**33 634**	**21 712**	***55 346***	**151 257**

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, septembre 2007.

[1] La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et le niveau d'emploi du trimestre correspondant de l'année précédente.

[2] Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services de ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas les entreprises non classifiées.

TRAVAIL *indépendant*

À partir des résultats de l'*Enquête sur la population active*, le tableau 3 fournit une ventilation du niveau d'études des salariés et de diverses catégories de travailleurs indépendants en 2000 et en 2006. La main-d'œuvre est plus instruite que jamais, plus de 50 % des travailleurs salariés et indépendants ayant suivi au moins des études postsecondaires.

Le tableau 3 montre également que la composition de la main-d'œuvre a changé au cours de la période de six ans. Le nombre de travailleurs n'ayant pas de diplôme d'études secondaires a diminué, tandis que le nombre de travailleurs ayant suivi des études postsecondaires a augmenté, d'où une plus grande proportion de travailleurs salariés et indépendants ayant suivi des études postsecondaires. Entre 2000 et 2006, la proportion de salariés possédant un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires a augmenté, passant de 32,8 % à 34,8 %; pour les employés indépendants, elle est passée de 31 % à 33,3 %. De même, la proportion de salariés et de travailleurs indépendants possédant un diplôme universitaire a atteint 22,6 % et 26 % respectivement.

On n'observe pas de différence marquée entre le niveau d'études des salariés et des travailleurs indépendants, ce qui donne à penser que les études ne constituent pas un facteur expliquant pourquoi les gens deviennent des salariés ou des travailleurs indépendants.

L'augmentation du niveau d'études entre 2000 et 2006 s'observe dans toutes les catégories de travailleurs indépendants. La catégorie comptant la proportion la plus élevée de personnes possédant un certificat d'études postsecondaires (35,5 %) est celle des travailleurs indépendants ayant une entreprise constituée en société sans aide rémunérée. En 2006, la proportion la plus élevée de travailleurs indépendants possédant un diplôme universitaire (29,8 %) a été observée chez les travailleurs indépendants ayant une entreprise non constituée en société avec aide rémunérée. Parmi les quatre catégories, le gain le plus important dans la proportion de travailleurs possédant un diplôme universitaire a été enregistré dans la catégorie des entreprises non constituées en société sans aide rémunérée, où le taux est passé de 18,3 % à 24,5 %.

Tableau 3 : Proportion des travailleurs indépendants[1] et des salariés selon la catégorie de travailleur et le niveau de scolarité, Canada, 2000 et 2006

							Entreprise constituée en société				Entreprise non constituée en société			
	Employés			Travailleurs indépendants			Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée		Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée	
	Proportion (%)		Variation en %[2]	Proportion (%)		Variation en %[3]	Proportion (%)		Proportion (%)		Proportion (%)		Proportion (%)	
Niveau de scolarité	**2000**	**2006**		**2000**	**2006**		**2000**	**2006**	**2000**	**2006**	**2000**	**2006**	**2000**	**2006**
0–8 ans	3,2	2,5	-13,2	6,2	4,3	-27,0	4,5	3,6	4,4	3,1	6,7	4,6	6,8	4,7
Études secondaires partielles	13,1	10,9	-6,8	13,3	10,3	-18,1	10,2	8,4	10,1	8,8	11,9	10,2	15,2	11,5
Diplôme d'études secondaires	21,3	20,8	9,9	19,6	19,6	5,1	19,8	21,1	18,7	18,9	18,8	19,5	19,8	19,0
Études postsecondaires partielles	10,2	8,5	-5,5	7,8	6,5	-12,0	7,9	6,8	7,7	6,0	6,1	5,7	8,1	6,6
Certificat ou diplôme d'études postsecondaires	32,8	34,8	19,7	31,0	33,3	13,1	31,4	32,9	32,5	35,5	27,6	30,2	31,7	33,8
Diplôme universitaire	19,3	22,6	32,1	22,2	26,0	23,3	26,2	27,1	26,5	27,7	29,0	29,8	18,3	24,5
Tous les niveaux	100,0	100,0	12,9	100,0	100,0	5,2	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*
[1] Les travailleurs familiaux non rémunérés ne sont pas inclus dans ce tableau en raison de leur nombre peu élevé.
[2] Variation en pourcentage pour les salariés entre 2000 et 2006.
[3] Variation en pourcentage pour les travailleurs indépendants entre 2000 et 2006.

FINANCEMENT

Petites et moyennes entreprises au Québec

L'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* menée par Statistique Canada en 2004 a permis d'établir le profil des besoins et activités de financement des petites et moyennes entreprises dans chacune des cinq régions du Canada – la Colombie-Britannique, les provinces des Prairies, l'Ontario, le Québec et les provinces de l'Atlantique. Après le profil de la Colombie-Britannique publié dans le numéro précédent du *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise*, voici un résumé du profil du Québec.

Un peu plus de 300 000 PME[1] étaient en activité au Québec en 2004. Leur taille, leur répartition selon le secteur industriel et leurs activités de financement sont similaires à celles observées pour l'ensemble des PME du Canada. Il s'agit principalement de très petites entreprises – 97 % emploient moins de 20 personnes. Dans ce groupe, 47 % appartiennent à des travailleurs indépendants et 36 % comptent entre un et quatre employés. Les PME de cette province se retrouvent dans tous les grands secteurs industriels, 80 % d'entre elles œuvrant dans le secteur des services et 5 %, dans les industries du savoir. L'enquête révèle également que 22 % des PME québécoises ont cherché à obtenir un financement externe quelconque en 2004.

Parmi les trois types de financement présentés au tableau 4, le taux de demande de financement par emprunt était plus élevé pour les PME tant du Québec et que des autres provinces.

On observe au Québec d'importants écarts par rapport à la moyenne nationale. Près de la moitié des demandes de financement ont été adressées à des banques à charte (49 %), par rapport à 63 % à l'échelle nationale. Cette disparité s'explique par le recours accru des PME québécoises aux coopératives d'épargne et de crédit et aux caisses populaires (39 % – par rapport à 23 % de l'ensemble des PME du pays – font affaire avec ces institutions financières). Par ailleurs, compte tenu du succès de la province à attirer le capital de risque, le Québec est la seule de toutes les régions à afficher une proportion d'investissement de capital de risque (39 %) qui est de loin supérieure à la proportion d'entreprises du savoir qu'elle abrite (17 %).

Les profils des régions de cette série sont affichés dans le site Web du Programme de recherche sur le financement des PME à l'adresse **www.pme-prf.gc.ca**.

[1] Les PME sont les entreprises ayant moins de 500 employés et un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions de dollars.

Tableau 4 : Taux de demande de financement et d'approbation, 2004

Type de financement		Colombie-Britannique	Provinces des Prairies	Ontario	Québec	Provinces de l'Atlantique	Canada
		%					
Emprunt	Taux de demande	20	23	15	18	20	19
	Taux d'approbation	82	82	77	88	82	81
Crédit-bail	Taux de demande	4	5	2	3,2	3	3
	Taux d'approbation	88	99	98	97	94	96
Capitaux propres	Taux de demande	1,1	0,9	1,3	1,4	1,7	1,2
	Taux d'approbation*	78	—	—	—	80	—
Subvention du gouvernement	Taux de demande	1,8	6	1,5	3,1	3,9	3
	Taux d'approbation	—	72	72	68	80	70

Source : Programme de recherche sur le financement des PME, Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises,* 2004.

* Données non disponibles en raison de problèmes de mauvaise qualité des données ou de confidentialité.

ÉVÉNEMENTS *récents*

Semaine de la petite entreprise (du 14 au 20 octobre 2007)

La Semaine de la petite entreprise souligne la contribution des petites entreprises et des entrepreneurs à l'économie nationale. Le thème de cette année, « Un monde ouvert sur de nouveaux marchés », visait à faire connaître les débouchés de plus en plus nombreux qui s'offrent aux petites entreprises sur le marché international. Parmi les points saillants de la semaine, mentionnons les Prix aux jeunes entrepreneurs décernés par la Banque de développement du Canada aux jeunes entrepreneurs qui se sont distingués par leur sens aigu des affaires et leur esprit d'innovation.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a par ailleurs remis un prix à l'honorable Diane Ablonczy, secrétaire d'État (Petite entreprise et Tourisme) pour souligner le rôle de chef de file du gouvernement fédéral dans la réduction de la paperasserie.

Rapport de la Banque mondiale : *Doing Business 2008*

En septembre 2007, la Banque mondiale a publié son évaluation annuelle des règlements qui influent sur l'activité économique, intitulée *Doing Business 2008*. Sur 178 pays, le Canada s'est classé au septième rang pour ce qui est de la facilité de faire des affaires, et demeure parmi les dix premiers dans les quatre domaines suivants : démarrage d'une entreprise (deuxième position); fermeture d'une entreprise (quatrième position); protection des investisseurs (cinquième position) et obtention de crédit (septième position). Le Canada s'est mieux classé que les États-Unis, ou s'est classé ex æquo avec eux, dans cinq catégories : démarrage d'une entreprise, protection des investisseurs, fermeture d'une entreprise, obtention de crédit et imposition.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le rapport de la Banque mondiale, consultez le site **http://francais.doingbusiness.org/**.

Conférence sur les chaînes de valeur mondiales (les 25 et 26 septembre 2007)

Une conférence sur les chaînes de valeur mondiales (CVM) s'est tenue à Ottawa dans le but de mieux faire comprendre les répercussions des CVM sur les industries et l'économie et de préciser le rôle des gouvernements lorsqu'il s'agit de favoriser la compétitivité dans un monde où les chaînes de valeur prennent une envergure planétaire.

Quelque 275 personnes ont assisté à la conférence, notamment des représentants des gouvernements fédéral et provinciaux, du milieu universitaire, des laboratoires de pensée et du secteur privé, ainsi que des délégués de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

La conférence a permis de mieux comprendre les CVM et d'en saisir l'importance et les répercussions sur les industries et l'économie. Il est particulièrement difficile d'encourager les entreprises, en particulier les PME, à participer aux CVM, et les recommandations stratégiques suivantes issues de la conférence visent à remédier en partie à ce problème : sensibiliser davantage les PME, améliorer le financement des fournisseurs, protéger les droits de propriété intellectuelle des PME, encourager les regroupements d'entreprises et les réseaux, simplifier les procédures de conformité pour répondre aux normes sur les produits et les procédés, et promouvoir le perfectionnement des compétences.

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant la Conférence sur les chaînes de valeur mondiales, consultez le site **www.strategis.ic.gc.ca**.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise
Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse **prg-sbpb@ic.gc.ca**. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part à la rédactrice :

Manique Weerasinghe
Courriel : **weerasinghe.ranmalmanique@ic.gc.ca**

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : 613-941-1462
Télécopieur : 613-946-1035
Site Web : **www.strategis.gc.ca/recherchepe**

Autorisation de reproduction. À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faites parvenir un courriel à **copyright.droitdauteur@communication.gc.ca**

N° de cat. C12-18/9-3

ISSN 1205-9099

60367

10 %